LE MEDEF NE DOIT PAS FAIRE LA LOI !

Lettre ouverte aux députés du 19e arrondissement, messieurs Vaillant et Cambadelis

Messieurs les Députés,

Vous aurez prochainement à vous prononcer sur une loi qui réforme profondément le droit du travail et impacte la vie de millions de citoyens.

Le texte qui vous est soumis reprend les termes d'un accord signé le 11 janvier dernier à partir d'un document rédigé par le MEDEF. Laurence Parisot vous demande de renoncer à faire votre travail de parlementaires en transposant cet accord sans modifier son contenu qui porte en lui de profondes régressions.

Nous vous demandons au contraire de ne pas voter en l'état ce projet de loi.
Nous vous demandons de vous opposer aux accords «compétitivité-emploi» que Nicolas Sarkozy n'avait pas réussi à faire passer. Un salarié ne pourrait plus refuser un avenant à son contrat de travail, prévoyant par exemple une baisse de salaire, si un accord d'entreprise y consent. Sinon, il serait licencié sans les droits liés au licenciement économique et sans possibilité de recours.
Nous vous demandons de rejeter les articles du projet de loi qui facilitent fortement les plans sociaux. Il n'est pas vrai que l'on soutienne l'emploi en favorisant les licenciements !
Nous vous demandons de ne pas obliger par votre vote les salariés à accepter des mobilités internes, là encore sous peine de licenciement sans recours ni indemnité.
Bref, nous vous demandons de ne pas voter les mesures qui consistent à faire payer la crise aux salariés. L'échec des gouvernements précédents le montre suffisamment : le gel des salaires, la réduction des droits sociaux, la flexibilité et la précarité aggravent la crise au lieu de la résoudre.

Les parlementaires de gauche ne doivent pas entériner la loi du Medef, ils peuvent mettre en place d'autres propositions :

- Le CDI doit être réaffirmé comme la norme du contrat de travail
- Le recours aux intérimaires et CDD doit être strictement encadré
- Droit automatique au passage à temps plein pour les temps partiels
- Les droits des salariés sous-traitants alignés sur ceux des donneurs d'ordre
- Droit de suspendre un plan social ou une fermeture d'entreprise le temps d'étudier les propositions alternatives du Comité d'entreprise.
- Loi interdisant les licenciements boursiers
- Droit de préemption pour les salariés : droit de reprise d'une entre- prise viable

Messieurs les Députés, vous, et les parlementaires de gauche majoritaires à l'Assemblée nationale et au Sénat, n'avez pas été élu-e pour appliquer la politique du Medef.

FRONT DE GAUCHE

Parti communiste français, Parti de gauche, Gauche unitaire, Fédération pour une alternative sociale et écologique, République et socialisme, Convergences et alternative, Parti communiste des ouvriers de France, Gauche anticapitaliste, Les Alternatifs

SOLIDARITÉ AVEC LES GREVISTES DE PSA

HAYA

Chronique de la grève Citroën-Aulnay de 1982

Un documentaire de Claude Blanchet

• Fin avril 1982, une grève de 40 jours éclate à l'usine Citroën d'Aulnay-sous-Bois fin avril 1982. Le documentaire relate cette lutte victorieuse

• Trente ans plus tard, les salariés de PSA-Aulnay sont de nouveau en grève depuis plusieurs semaines contre la fermeture de leur usine.

PROJECTION - DÉBAT

Vendredi 5 avril -19h
Local, 48 rue de Curial
M° Crimée

Venez discuter de la lutte contre les licenciements en présence de salariés de PSA
Une collecte de solidarité sera organisée

Café politique organisé dans le cadre des assemblées citoyennes du Front de Gauche du 19e arrondissement : FdG19e / Flandre - Aubervilliers

FRONT DE GAUCHE

Parti communiste français, Parti de gauche, Gauche unitaire, Fédération pour une alternative sociale et écologique, République et socialisme, Convergences et alternative, Parti communiste des ouvriers de France, Gauche anticapitaliste, Les Alternatifs

Nous contacter : fgparis19@gmail.com